

Les Hongrois s'organisent face à l'immigration clandestine

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 02 juillet 2023

Source [Le Salon Beige] : Les riverains de la frontière serbe se sentent abandonnés par l'État et s'organisent, comme l'explique cet article de la revue [Conflits](#) :

Dans le sud du pays, à la frontière serbe, les populations hongroises s'organisent pour lutter contre l'immigration clandestine. Plusieurs communes ont créé des associations locales de Gardes civils [Polgaror]. Ces auxiliaires viennent en soutien d'une police jugée, par des élus et la population, en sous-effectif et mal équipée. Composées de volontaires, ces unités se considèrent comme une force de sécurité communautaire et évoluent principalement dans les zones rurales et les petites communes. Leur mission est de patrouiller le long de la frontière près de leur localité, d'intercepter les migrants et de prévenir la police, seule habilitée à les arrêter, à les interroger et à les transférer hors du pays, vers la Serbie.

Les Polgaror ne sont pas des forces de police officielles et ne possèdent pas les mêmes droits, notamment dans l'utilisation de la force. Ils agissent sous la supervision et la coordination de la police et sont considérés comme des auxiliaires. En tant que bénévoles et issus d'associations locales, ces gardes civils ne reçoivent pas de salaire ou de soutien financier de l'État hongrois. Ils sont soutenus par des dons offerts par les mairies locales et les particuliers. À la fin de l'année 2022, le gouvernement a suspendu les opérations de l'armée hongroise sur la frontière serbe. Les forces armées ont été remplacées par une nouvelle unité de police spécialement créée pour lutter contre l'immigration clandestine, les «border hunters». Leur principale mission consiste à détecter, appréhender et dissuader les passeurs et les migrants de franchir la frontière.

[...] Selon Papp Renáta, maire de la petite ville d'Ásotthalom, depuis mai 2022, les passages des clandestins auraient engendré plus de 271000 euros de dégâts pour cette seule localité. Les agriculteurs locaux ont, à leurs frais, installé des clôtures, des caméras et des détecteurs de mouvements pour tenter de protéger leurs récoltes. Malgré plusieurs requêtes auprès des ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur, le gouvernement hongrois refuse de rembourser les dégâts. Une position dénoncée par les populations locales, frustrées par les choix de leur gouvernement. [...]

[Lire la suite](#)

02/07/2023 01:00